

**LE JOUR, 1946**  
**8 & 9 SEPTEMBRE 1946**

### **LE LANGAGE DE LA RAISON**

Ce ne sera pas dans le désert que les voix qui appellent un redressement de la chose publique au Liban, se feront entendre.

Il est indispensable que notre appel (et quelques autres) aient un écho, qu'une suite prompte soit donnée à des plaintes légitimes, que les agissements choquants dont on nous fait l'énumération jusque dans la rue aient une fin.

Rien n'irrite dans une république autant que de voir quelques citoyens agir sans qualité, sans prétexte qu'ils sont les parents ou les amis de quelqu'un de qualifié, se mêler de tout à ce titre, se faire servir, se faire obéir et aboutir par là à une dégradation de l'autorité.

Nous savons mieux que personne que, derrière les faits, souvent les intentions sont pures. Mais toutes les vertus du monde ne suffiraient pas à justifier un relâchement ayant pour résultat des empiètements de cette nature.

Le Liban paraîtrait tout de suite en état de santé, il se révélerait à chacun plein de vigueur et d'avenir si on y mettait fin à des prodigalités, inutiles, si on y renonçait aux faveurs mal méritées, si on se débarrassait de quelques intrigues sans grandeur.

Car, ces petites choses, pour secondaires apparemment qu'elles soient, font en fin de compte l'opinion, elles font le mécontentement et la colère. Elles s'accumulent et elles accroissent la mauvaise humeur et quelquefois la haine.

C'est une grande faiblesse pour un gouvernement de s'y prêter, il ne fait lui-même son devoir qu'à demi, comme contraint, et avec des lenteurs qui déconcertent.

Et ce serait bien sot de laisser dire aux autres sur ces matières ce qu'on pense soi-même et de laisser à des gens qui font profession de mécontentement et de hargne, le soin de relever, pour une fois avec raison, ce que cent fois ils ont condamné injustement.

La vérité est faite pour être dite. Si la perfection n'est pas de ce monde, il reste obligatoire de faire ce qu'on peut pour en approcher de loin ou de près.

Le climat politique et administratif libanais doit être assaini d'urgence. Il ne le sera que par un effort massif dans l'administration et par une détente sur le plan des questions régionales et personnelles.

Ce n'est pas parce que les notables d'un village s'amuse à faire la nique à ceux du village d'en face, ce n'est pas parce qu'une obscure entreprise électorale se prépare, qu'on acceptera que tout un peuple soit amené à crier au désordre et à l'injustice.

Nos députés les plus critiqués, ce n'est d'ailleurs pas en tant que législateurs qu'on les discute. Ce ne sont pas les lois qu'ils font qui sont mauvaises, ce sont leurs mœurs. Aucune dissolution de la Chambre ne suffirait à corriger cela. C'est un problème d'éducation civique et moral qui se pose, c'est un problème d'autorité que l'exécutif libanais peut résoudre en partie, avec les pouvoirs considérables de fait et de droit dont il est armé.

Telle est la situation. Elle n'est pas meilleure dans bien d'autres pays et nous en sortirons.

Mais il faut pour cela se mettre délibérément en face du désordre qu'il s'agit de supprimer et se montrer déterminé en tout, pour ne pas dire inflexible.

Le Liban a un rôle immense à remplir pour lui-même et pour beaucoup d'autres. Il est temps que les hommes politiques de chez nous le comprennent.